

DEBATS, CONCERTS, MEETING

Rendez-vous à
la fête de
l'Humanité
EN NORMANDIE

Agglo-Expo de ROUEN
24 et 25
NOVEMBRE 2012

La Fête de l'Humanité
est la Fête de tous ceux
qui résistent, de tous ceux
qui luttent contre
l'austérité et qui veulent
que soit placé l'être
humain au cœur des choix
politiques.

Des dizaines de stands
associatifs, politiques,
syndicaux et progressistes
accueillent les visiteurs
dans une ambiance
propice à la discussion, à
l'échange et à la Fête.

Emparez-vous de cette
Fête pour relayer votre
exigence de changement
et d'une politique de
gauche, bien ancrée à
gauche. Rendez-vous les
24 et 25 novembre au
parc Expo de Rouen,
pour cette nouvelle
édition normande de la
Fête de l'Humanité.

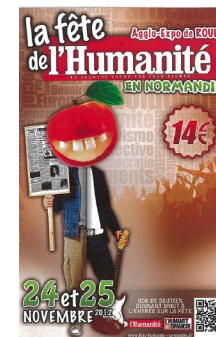
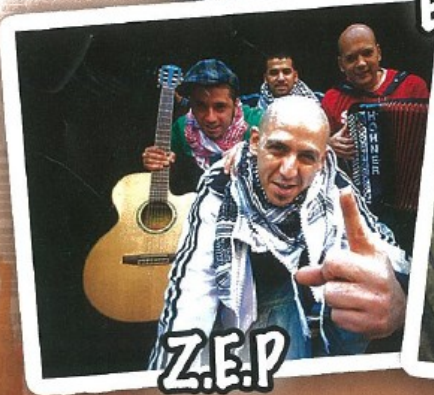
www.fete-humanite-normandie.fr



14€

ATTENTION : Entrée pour les deux jours auprès des
militants du journal l'Humanité ou au 02 32 39 46 82,
ou à eurepcf27@orange.fr.
Disponible également en billetterie classique au prix de 19€

et aussi ...



FETE DE
L'HUMANITE
NORMANDIE

A ROUEN

SAMEDI 24 ET
DIMANCHE 25
NOVEMBRE

VOIR PAGE 4

REGARDS

N° 1447 du 24.10 au 8.11.12 - 0 € 30

SUR L'EURE

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

UN FRONT ANTI-AUSTERITE PORTEUR D'ESPOIR

Face aux actionnaires qui déclenchent une avalanche de plans de licenciements, soigneusement dissimulés par le gouvernement précédent, face au MEDEF qui développe un chantage scandaleux pour détruire nos droits sociaux, diminuer nos salaires, précariser l'ensemble du monde du travail, **face à tous ceux qui prétextent la crise pour abaisser nos conditions de vie au niveau de celles des pays émergents, nous avons besoin d'unir nos forces et de nous faire entendre plus fort qu'eux.** D'autant que leurs exigences de compétitivité, leur volonté de flexisécurité, leur obstination à réduire « le coût du travail » sont non seulement injustes, mais très inefficaces : elles aggravent de plus en plus la crise.

Dans cet affrontement entre les peuples et les puissances de l'argent, le nouveau pouvoir, en France, doit se situer clairement du côté du peuple. Du côté des Pétroplus en lutte pour le devenir de notre outil de raffinage, du côté des Renault de nouveau victimes de chômage, comme à Sandouville, du côté des M-Real en passe d'imposer le redémarrage de leur papeterie, du côté des agents des services publics, hospitaliers par exemple, qui demandent des moyens pour assurer leurs missions, du côté des familles qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts...

Rien ne sert de composer avec la loi de la finance. Elle ne sera jamais rassasiée !

L'heure est à construire une politique de progrès social et économique permettant la renaissance de la France comme celle de l'Union européenne.

Le travail n'est pas un coût mais le seul levier de création de la richesse par les salariés. Or, sur 100 euros, 25 vont aux actionnaires. Diviser par deux les dividendes libérerait 120 milliards d'euros en France pour les investissements productifs, la création d'emplois, le financement de la protection sociale et la diminution du déficit de l'Etat.

Voilà pourquoi les communistes et le Front de Gauche défendent avec acharnement l'industrie, particulièrement mise à mal dans notre région. Un emploi industriel, c'est 3 emplois induits. Nous proposons notamment **la mise en place de visas sociaux et environnementaux, aux frontières, pour lutter contre les délocalisations.**

Voilà pourquoi les communistes et le Front de Gauche portent **une proposition de loi visant à interdire les licenciements boursiers** et à donner de nouveaux pouvoirs d'intervention aux salariés dans les entreprises. La majorité de gauche peut la faire adopter.

Voilà pourquoi les communistes et le Front de Gauche proposent de **moduler les taux de crédits des entreprises** : plus elles créent d'emplois stables, développent la formation, respectent la santé au travail, plus leurs taux de crédits seront bas, notamment pour les PME.

Ensemble, bâtissons un large front, unitaire et progressiste, contre les forces de l'argent.

Nous vous donnons rendez-vous pour cela les 24 et 25 novembre à Rouen avec la participation de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, député européen.

RAPPEL : ASSEMBLEE GENERALE DES COMMUNISTES DE L'EURE

LE VENDREDI 26 OCTOBRE 2012 à 18 H 30

SALLE GERARD PHILIPPE (derrière la Mairie) à GRAVIGNY

Un buffet est prévu en clôture de la réunion, merci d'informer de votre participation pour sa bonne organisation, en vous adressant aux responsables des sections ou directement à la fédération à eurepcf@orange.fr ou au 02 32 39 46 82



Jean-Luc LECOMTE au nom du groupe Front de Gauche (PCF, PG, GU) est intervenu en séance plénière du Conseil Régional ce lundi 22 octobre axant ses propos sur l’urgence sociale en France comme dans notre région*.

Rappelant les chiffres catastrophiques du chômage, il ajoute aussitôt :

« Il y a seulement quelques mois, notre majorité était en résistance et menait la bataille contre la réforme territoriale, pour le remboursement de la dette de l’État due au titre des transferts de compétences et pour des moyens nouveaux pour les collectivités territoriales. Les élus de notre groupe y ont pris toute leur place et ont multiplié les initiatives. Le temps de la droite au pouvoir est aujourd’hui révolu. Notre majorité doit continuer à agir pour obtenir les moyens de contribuer à une amélioration significative et durable de la vie de nos concitoyens. D’autant que pour sortir de la récession, le chemin de l’austérité, de la réduction des investissements publics et de la compression des salaires n’est pas le bon. Il conduit inévitablement à la récession et à la faillite comme le montre la situation en Grèce, en Espagne ou au Portugal. »

Après avoir salué les salariés et les stagiaires de l’AFPA présents dans l’hémicycle, il rappelle les demandes des représentants syndicaux de l’association en direction de la région.

Sur l’actualité de l’emploi industriel le conseiller régional communiste insistera à propos de Pétroplus et de la papeterie M-REAL : **« Le gouvernement peut et doit sauver le raffinage français. Tous les moyens de pression doivent être exercés pour que le groupe Shell, responsable historique de la situation rencontrée, assume sa part de responsabilité. Alors que les besoins en raffinage ne diminuent pas mais que les grands groupes préfèrent**

raffiner en Inde avec une main d’œuvre surexploitée et des normes environnementales quasiment nulles, le gouvernement et le Chef de l’État doivent prendre toute la mesure de l’urgence et agir pour permettre la pérennisation de l’activité sur le site de Petit-Couronne.

La banque publique d’investissement (BPI) et le fonds stratégique d’investissement (FSI) doivent être mobilisés sans attendre. La souveraineté de notre pays comme l’avenir des 470 salariés de l’entreprise et de milliers de sous-traitants en dépendent.

Il existe à l’Assemblée Nationale et au Sénat, une majorité de parlementaires pour voter sans attendre les lois nécessaires : droit d’intervention pour les salariés dans la stratégie des entreprises, pôle public de l’énergie incluant le raffinage, visas sociaux et environnementaux aux frontières. Nous ne voulons plus entendre dire que l’État ne peut pas tout !

Prononçons-nous clairement, ensemble, Monsieur le Président, pour bousculer le calendrier parlementaire et voter les lois indispensables.

Prononçons-nous clairement ensemble pour - si nous y sommes contraints le moment venu par l’absence de repreneur - la réquisition du site et la nationalisation de l’entreprise.

Chez M-real, cette position ferme, proposée par les élus communistes et dont les salariés ont su s’emparer dans l’unité, a permis de faire plier les actionnaires finlandais et d’aller vers une reprise de la production dans les prochaines semaines.

Nous sommes certains, Monsieur le Président, que la Région saura contribuer avec pertinence au montage financier qui est en phase de bouclage... »

Enfin il se fait le relais des inquiétudes des cheminots sur l’avenir menacé du centre de triage de Sotteville et sur le fret ferroviaire en général.

renégocier le plan de licenciement prévu. Chacun se souvenant la déclaration de M. François Loncle, député socialiste *« que l’on ne pouvait rien contre une multinationale comme Philips »* paroles qui semblent avoir encore cours aujourd’hui auprès de certains élus locaux de gauche, notamment le courrier envoyé au Ministre du redressement industriel M. Montebourg restée à ce jour sans réponse, déclenchant une très grande incompréhension au niveau de la population locale. Ce que l’on attend d’un gouvernement de gauche c’est d’apporter des solutions pérennes sur l’emploi, le développement industriel et non acter les fermetures d’usines, les unes après les autres. Doit-on fermer des pans entiers de notre industrie ou les regarder immigrer à l’étranger. Comme le demande mon camarade Alain Lefeez établissons un plan de ré-industrialisation du site en regroupant plusieurs PME de l’agglomération et que CINRAM rétrocède, pour l’euro symbolique, bâtiments et terrain le quel avait été, dans un premier temps, offert gracieusement en 1956 par la municipalité de l’époque. Doit-on laisser notre richesse culturelle aux mains de la finance ?

Maurice Brossaud, ancien représentant CGT au CCE Polygram, membre du PCF

ANECR : un 16^{ième} congrès en prise directe avec les citoyen(ne)s

A Douai, tout le week-end plus de 500 élu(e)s communistes et républicains se sont retrouvés pour débattre et échanger.

Au programme une expérience inédite, une rencontre-débat entre les élu(e)s et des citoyen(ne)s venus de toute la France. Ils ont participé pendant l’été 2012 à une vaste enquête organisée et filmée par l’agence Campana Eleb avec le magazine « l’élú d’aujourd’hui ».

Trois questions leur ont été posées : la place de la France dans l’Europe et dans le monde, ce qu’ils attendent des élu(e)s au sortir de la période électorale, ce que le Front de Gauche représentait pour eux.

Le débat a été passionnant, parfois un peu vif. Il va notamment permettre aux élu(e)s de se réinterroger sur leurs relations au quotidien avec la population, et sur la façon dont ils envisagent la démocratie chaque jour. Cela a aussi permis aux citoyen(ne)s présents de mieux comprendre la réalité de la vie des élu(e)s, et leur vision de la démocratie en tant que communistes. Expérience très enrichissante, qui devra être poursuivie.

Après ce grand moment démocratique, d’autres thèmes ont été abordés, qui sont au cœur de nos préoccupations actuelles : la crise et la satisfaction des besoins sociaux, l’acte III de la décentralisation prévu pour début 2013, et les évolutions possibles pour l’ensemble des collectivités territoriales, en particulier les départements et les communes. L’évolution de l’Europe, au lendemain de l’adoption du Traité Européen par la France, et ses conséquences dramatiques pour les populations

et les collectivités.

A l’issue de ces deux jours de travaux, où les échanges ont été riches et les interventions offensives, l’ANECR a retenu six grands chantiers de la commune à l’Europe, avec des élu(e)s rassembleurs et utiles à l’intervention des citoyen(ne)s, pour que les changements s’imposent ! (Voir ci-dessous).

Pour cela, le nouveau Conseil National s’est doté d’une direction renouvelée à 35 %, fortement féminisée, respectant ainsi la parité. A n’en pas douter, l’ensemble des congressistes sont rentrés dans leurs régions déterminés, et fermement décidés à mettre en œuvre les ambitions de ce congrès.

Les 6 grands chantiers de l’ANECR :

- 1/ L’austérité c’est la récession. La solution : répondre aux besoins sociaux et humains, conquérir de nouveaux droits.
- 2/ Dans l’espace public, réinvestir le débat sur la question du travail.
- 3/ Notre quotidien d’Européen(ne)s : quand l’Union Européenne s’enfoncé, il faut la refonder.
- 4/ Face aux peurs et aux divisions, du local au mondial : un grand besoin de fraternité, de solidarité, de culture de paix.
- 5/ Une renaissance démocratique indispensable : place au peuple dans une nouvelle république.
- 6/ Une ANECR rassembleuse, rendant visible l’action collective des élu(e)s à tous les niveaux.

Laurence Chapelle

faire de la réussite de tous les élèves une priorité

Les 9 et 11 octobre derniers, François Hollande et Vincent Peillon faisaient des déclarations sur la politique en faveur de l’école. Je cite : *« Tout commence par l’école. Faire progresser l’école c’est faire avancer la France. L’investissement dans l’Education est la meilleure façon de répondre aux grands enjeux de notre pays : redressement économique, cohésion sociale... Nos enfants ont besoin de professeurs bien formés. Plus de maîtres que de classes. Accueil des petits à l’école maternelle. »* Je ne parle pas de l’enseignement supérieur où il y aurait tant à dire, le Président voulant faire de l’école primaire une priorité (*« l’école maternelle peut corriger et atténuer les inégalités »*). Il y a loin des paroles aux actes. Mais avec quels enseignants toutes ces promesses, sachant que le plafond d’emplois des personnels enseignants du 1er degré pour 2013 est en recul : 314 109 ETPT (équivalent temps plein travaillé) contre 316 505 en 2012 ? Cela signifie-t-il suppressions de postes ou utilisation des stagiaires ou augmentation du nombre d’élèves par classe ? Ils instaurent également le retour à la semaine de 9 demi-journées avec des journées moins longues. Les élèves seront-ils livrés à eux-mêmes à partir du milieu de l’après-midi ? Les communes auront à organiser les activités périscolaires, culturelles et sportives. N’est-ce pas là une aggravation des inégalités entre les municipalités entre celles qui auront les moyens et celles qui ne les auront pas, l’Etat se désengageant toujours plus de ses obligations. Comment mettre en place ces réformes sachant que hors pensions le budget de l’Education Nationale dans son ensemble augmente de 0,6 %. Le PLF (projet de loi de finances) prévoit 20 600 élèves supplémentaires à la rentrée 2013. Il y a par contre **2 évolutions** que l’on peut saluer : **1)** l’arrêt de la RGPP (révision générale des politiques publiques) et du non-remplacement d’un fonctionnaire sur 2. Les départs en retraite seront donc remplacés (14 000 suppressions de postes en 2012). D’ici 5 ans, le nombre de départs à la retraite est estimé à 90 000. **2)** l’augmentation du nombre de postes ouverts au concours de recrutement avec un 2ème concours

à la rentrée 2013 .

Ce que l’on pourrait faire dès demain matin : 1) Instaurer la gratuité y compris pour les transports scolaires. **2)** Remettre en place les RASED (réseaux d’aide aux enfants en difficulté). **3)** Augmenter le nombre d’AVS (assistant vie scolaire) dans les écoles y compris pour les enfants handicapés. **4)** Pré-recruter dès le bac les élèves notamment de milieux sociaux très divers. Ce qui permettrait aux étudiants de milieux modestes d’entrer à l’université et d’obtenir une licence et un master sans être dépendants de leur famille. Pré-recruter permet de former mieux et plus rapidement. Le pré recrutement a un coût mais c’est un investissement pour la nation. **5)** La loi d’orientation et de programmation de l’école sera présentée au conseil des ministres le 12 ou 19 décembre et examinée au parlement en janvier 2013. Profitons-en pour nous en mêler et participer au débat. L’Humanité lance une série d’enquêtes. Le premier volet sur les décrocheurs est paru le 17 octobre dernier. Envoyez avis et contributions à filrouge@humanite.fr

120 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans aucun diplôme. Ce n’est pas tolérable dans la France du XXIème siècle ! Je terminerai par cet appel de ATD Quart monde : **à tous les enseignants** : croyez et continuez de croire que tous les enfants sont capables d’apprendre ; **à tous les parents** : ne cherchez pas à faire de vos enfants des gagnants contre les autres car ils seraient entourés de perdants. En matière d’éducation, il est possible que tout le monde gagne ; **aux parents qui vivent dans la précarité et qui portez tant d’espoir dans l’école** : sachez que l’école ne se réformera en profondeur qu’avec vous ; **aux enfants et aux jeunes** : vous êtes les premiers à pouvoir changer l’école ; **à tous les citoyens** : refusez les stéréotypes qui font croire que les personnes en situation de pauvreté sont moins capables que les autres ; **au gouvernement** : faites de la réussite de tous les enfants et des jeunes la priorité du quinquennat.